



**RAPPORT DE CONSULTATION SUR LA PLACE
DE LA JEUNESSE DANS LA GOUVERNANCE DE L'EAU
ET LA SECURITE ALIMENTAIRE FACE
AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU BENIN**

Version finale

Août 2015



RESUME

Les changements climatiques constituent un phénomène de dimension planétaire dont les conséquences se font ressentir aux plans national et local. En même temps que la planète se réchauffe, le régime des précipitations se modifie et des phénomènes extrêmes tels que sécheresses, inondations et incendies de forêts deviennent plus fréquents. Dans des zones côtières densément peuplées, des millions de personnes seront chassées de leurs habitations par la montée des eaux. Les populations pauvres d’Afrique, sont confrontées à la perspective de récoltes désastreuses, d’une baisse de la productivité agricole, et d’une recrudescence de la faim, de la malnutrition et de la maladie. Face à la pression de plus en plus croissante qu’il aura sur les ressources en général et l’économie en particulier, il faudra une mobilisation collective et un esprit de coopération pour pouvoir relever le défi considérable et complexe que pose le changement climatique

De ce fait, il est primordial que la jeunesse joue sa partition dans cette mobilisation. Et c’est dans le but d’évaluer et d’améliorer la participation effective de cette couche sociale dans l’espace francophone, que la présente étude a été initiée. Elle vise à faire un diagnostic rapide de l’implication des jeunes dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de la gouvernance de l’eau au niveau national.

Pour ce faire, des données ont été collectées sur la place de la jeunesse dans la gouvernance de l’eau et la sécurité alimentaire, auprès des institutions publiques, des Organisations Non Gouvernementales et des Partenaires Techniques et Financiers intervenant dans les secteurs concernés. Ces données recueillies ont été analysées et un atelier d’échanges avec les acteurs concernés a été réalisé en vue de s’accorder davantage sur les observations et les constats faits, assortis de formulation de recommandations pertinentes concernant l’implication de la jeunesse dans les différentes politiques de développement au Bénin.

Au total, plusieurs documents de stratégies et de politiques ont été inventoriés. Il s’agit des documents de type politico-juridiques, stratégiques, opérationnels et des rapports d’activités. Pour la quasi-totalité des acteurs consultés, aucun volet n’est lié à la jeunesse dans ces documents. Cependant les aspects de renforcement de capacités des jeunes, de l’éducation des jeunes, et de la gouvernance participative incluant les jeunes sont adressés notamment au niveau des Organisations non gouvernementales. La consultation révèle également une conscientisation grandissante au sein des acteurs par rapport à la gouvernance, cependant la mise en application des textes et lois en vigueur, leur vulgarisation et l’implication de la jeunesse dans les secteurs concernés restent encore des défis à relever. Les acteurs sont conscients de l’interdépendance entre les secteurs de l’eau, de la sécurité alimentaire et du changement climatique mais le développement de synergies intersectorielles est encore faible.

Au terme de cette consultation, il ressort que l’implication de la jeunesse dans la gouvernance de l’eau et la sécurité alimentaire face au changement climatique est encore à l’étape embryonnaire au Bénin. Les décideurs n’ont pas encore cerné toute l’importance de l’implication effective de la jeunesse dans ces secteurs et les jeunes ne se mobilisent pas encore assez pour se faire entendre et accomplir leur partition dans la mise en œuvre des stratégies et politiques du pays.

Des recommandations liées aux constats faits sont formulées pour une meilleure prise en compte de la jeunesse dans les agendas post 2015.

DEFINITION DE QUELQUES CONCEPTS

COP 21 : La Conférence des Parties (COP) instituée lors de l'adoption de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) au sommet de Rio 1992 est l'organe suprême de la Convention qui réunit toutes les Parties à la Convention. Elle se réunit tous les ans pour faire le point sur l'application de la Convention, adopter des décisions qui élaborent davantage les règles fixées et négocier de nouveaux engagements. Celle de Paris est la 21^{ème} édition d'où le nom COP21. Elle est décisive car elle s'inscrit dans la fin d'un cycle des objectifs globaux de développement (fin des OMD et début des ODD). Elle prépare l'après Protocole de Kyoto pour la période post-2020. Cette COP21 doit aboutir à la signature d'un accord global ambitieux que la COP20 à Lima en Décembre 2014 a permis de préparer, le premier du genre depuis la signature du Protocole de Kyoto.

GIRE : Selon le Global Water Partnership, la GIRE est un processus qui favorise le Développement et la gestion coordonnée de l'eau, des terres et autres ressources connexes en vue de maximiser le bien être économique et social qui en résulte de façon équitable sans pour autant compromettre la pérennité des écosystèmes vitaux.

SECURITE ALIMENTAIRE : La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active (Sommet mondial de l'alimentation, 1996).

Cette définition présente quatre dimensions principales de la sécurité alimentaire: la disponibilité physique des aliments, l'accès économique et physique des aliments, l'utilisation des aliments, et la stabilité des trois autres dimensions dans le temps.

Changement Climatique : Le changement climatique indique donc un déplacement fondamental de l'état moyen du climat qui correspond à une modification durable des paramètres statistiques du climat global de la terre ou de ses divers climats régionaux. Ces changements peuvent être dus à des processus intrinsèques à la terre, à des influences extérieures ou plus récemment aux activités humaines.

Par ailleurs la Convention Cadre de Nations Unies sur les Changements Climatiques définit les changements climatiques comme « les changements de climat qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de la période comparable ».

Jeune : Selon la charte africaine de la jeunesse (ratifiée par le Bénin), le jeune est défini comme toute personne âgée de 15 à 35 ans.

SIGLES ET ABREVIATIONS

CCNUCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
COP	Conférence des Parties
CTB	Coopération Technique Belge
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GWP	Global Water Partnership
MECGCCRPRNF	Ministère de l'Environnement Chargé de la Gestion des Changements Climatiques, du Reboisement et de la Protection des Ressources Naturelles et Forestières
OCJ	Organe Consultatif de la Jeunesse
ODD	Objectifs du Développement Durable
OFQJ	Office Franco-Québécois pour la Jeunesse
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
ONU	Organisations des Nations Unies
PANA	Programme d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques
PANGIRE	Plan d'Action National pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau
PDAA	Programme de Développement de l'Agriculture en Afrique
PNE-BENIN	Partenariat National de l'Eau du Benin
PNJEA	Parlement National de la Jeunesse pour l'Eau et l'Assainissement
ProSEHA	Programme Sectoriel Eau Hygiène et Assainissement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SNV	Organisation Néerlandaise de Développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VIH/SIDA	Virus de l'Immuno-déficience Humaine

TABLE DES MATIERES

DEFINITION DE QUELQUES CONCEPTS	3
SIGLES ET ABREVIATIONS	4
1. INTRODUCTION	6
2. CONTEXTE	7
3. OBJECTIFS DE LA CONSULTATION	8
4. METHODOLOGIE	8
4.1. Collecte des données	8
4.2. Traitement des données et élaboration du rapport provisoire de consultation	11
4.3. Validation du rapport de consultation	12
4.4. Difficultés rencontrées	12
5. RESULTATS	12
5.1. Prise en compte de la jeunesse dans la mise en œuvre des politiques de développement liées à l'eau et à la sécurité Alimentaire	12
5.2. Outils et bonnes pratiques de prise en compte de la jeunesse dans les secteurs Eau, Sécurité Alimentaire et Changement Climatiques	14
5.3. Constats liés à la mise en œuvre des politiques dans les différents secteurs	14
5.4. Rapport entre l'accès à l'eau, la sécurité Alimentaire et les Changements Climatiques,.. 16	
5.5. Synergies d'intervention entre les différents secteurs	17
6. SUGGESTIONS DES ACTEURS POUR LA COP21	18
7. DISCUSSIONS	19
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	21
ANNEXES	22
Annexe 1 : Guide d'entretien	23
Annexe 2 : Liste des structures et personnes consultées	26
Annexe^o3 : Liste de présence des participants à l'atelier de validation du rapport	27
Annexe 4 : Documents de stratégies/politiques et plans existants dans les secteurs Eau, Sécurité Alimentaire, Changement Climatique et Jeunesse	33
Annexe^o5 : Outils /bonnes pratiques existants dans les secteurs Eau, Sécurité Alimentaire, Changement Climatique et Jeunesse	35
Annexe^o6 : Plans/Programmes/Stratégies dans le domaine de l'environnement et changement climatique	36

1. INTRODUCTION

Les jeunes constituent une couche de la population, stratégique pour le développement d'un pays. Au niveau mondial, un nombre de plus en plus croissant d'organisations de jeunes s'impliquent dans les processus de développement et de lutte contre les changements climatiques. Cela a motivé le secrétariat de la CCNUCC à étendre en 2009 ses critères de participation afin d'inclure les organisations non gouvernementales (ONG) de jeunes. Ceci dans le but de leur permettre de recevoir des informations officielles et un soutien logistique lors des conférences de la CCNUCC, de participer aux réunions et de se faire entendre.

C'est dans ce cadre, en considérant les orientations stratégiques de promotion d'une éducation pour le développement et de la jeunesse pour la lutte contre la pauvreté qu'une mobilisation des jeunes est initiée afin de soutenir les efforts de promotion de la gestion intégrée des ressources en eau, de la sécurité alimentaire face au changement climatique pour le développement durable du Bénin.

L'eau est une ressource naturelle, importante pour le développement économique. Au Bénin, les ressources en eau de surface sont estimées à 13,106 milliards de m³ d'eau et la capacité de recharge annuelle de la nappe est estimée à 1,87 milliards de m³. Toutefois, elles constituent des ressources très vulnérables aux changements climatiques qui ont un impact sur le cycle global de l'eau et engendrent des perturbations des activités socioéconomiques.

La modification de la disponibilité spatiale et temporelle des ressources en eau impacte l'agriculture, la santé, l'énergie et les écosystèmes du Bénin. Les jeunes constituent les couches les plus vulnérables et les acteurs de l'avenir, c'est pourquoi le nouveau cadre de gestion des ressources en eau reconnaît la nécessité de l'implication des jeunes dans le développement du secteur et de la GIRE. Cependant, les constats majeurs concernant la jeunesse sont encore l'apanage de la gestion de nos politiques et stratégies :

- elle est peu impliquée dans les prises de décisions ;
- elle a besoin de renforcement de capacités pour mieux appréhender et jouer sa partition;
- elle dispose d'un cadre structurel légal mais qui n'est pas connu de tous les acteurs.

Face à tout ceci, les jeunes parlementaires du secteur Eau et Assainissement que nous sommes, avons décidé de saisir l'opportunité qu'offre l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (OFQJ) et le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) à travers le projet « la Jeunesse Francophone agit pour l'eau » pour apporter notre contribution aux efforts du développement

durable en l'occurrence la Gestion Intégrée des Ressources en Eau et la sécurité alimentaire face aux changements climatiques.

Le présent rapport s'articule autour des points ci-après :

- le contexte de la mission
- les objectifs de la consultation ;
- l'approche méthodologique ;
- les résultats obtenus ;
- les suggestions des acteurs pour la COP 21 ;
- la conclusion et recommandations de la jeunesse

2. CONTEXTE

Dans le souci d'une mobilisation mondiale collective pour le développement durable face aux changements climatiques, les Etats engageront le destin de la planète et participeront à la définition du monde de demain, au cours de la Conférence des Parties (COP21) qui se tiendra à Paris en décembre 2015. C'est dans ce contexte que l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (OFQJ) et le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) ont initié et soutiennent le projet « **La jeunesse francophone agit pour l'eau** » initialement dans neuf (09) pays dont le Bénin. Ce projet vise à mobiliser des jeunes de chaque pays qui mènent des actions dans le domaine de l'eau et de l'environnement, pour agir au niveau local et mondial. Suite à une consultation nationale par pays un recueil de constats et recommandations sera rédigé dans un Livre Blanc qui sera transmis aux décideurs nationaux et internationaux, dans la perspective de la COP21.

L'idée qui sous-tend cette consultation nationale est d'obtenir des diagnostics partagés et des propositions concertées au niveau des pays sur la prise en compte de la jeunesse et le rôle qu'elle peut jouer dans la gouvernance de l'eau et la sécurité alimentaire face au changement climatique.

En effet, les objectifs du développement durable post-2015 qui seront adoptés en septembre 2015 par l'ONU constituent un élément clé du contexte de cette consultation qui a pour vocation non seulement d'alimenter les réflexions dans les pays mais également le dialogue global avec la COP 21. Ainsi le projet et en particulier la consultation nationale permettront d'améliorer la prise en compte de la jeunesse dans les agendas post-2015. L'eau est transversale à la plupart des secteurs de base du développement notamment la sécurité alimentaire, la santé, l'énergie, les écosystèmes qui forment un « nexus ».

La sécurité alimentaire et l'eau qui font l'objet de la présente thématique constituent un maillon essentiel de ce « nexus ». Vu le caractère vulnérable de la jeunesse face à l'insécurité alimentaire et à la gouvernance de l'eau et le potentiel qu'elle représente pour les sensibilisations et les changements de comportement, il est important aujourd'hui de faire un état des lieux de leur implication dans la gestion de ces secteurs.

3. OBJECTIFS DE LA CONSULTATION

L'objectif général de cette consultation est de promouvoir l'implication de la jeunesse dans les processus de décision au niveau local, régional et global. De façon spécifique, il s'agit de :

- faire un diagnostic rapide de l'implication des jeunes dans la gestion de la sécurité alimentaire et la gouvernance de l'eau ;
- formuler des suggestions et des recommandations pour l'amélioration de leur implication dans la promotion de la sécurité alimentaire et l'eau face au changement climatique.

4. METHODOLOGIE

La consultation a été conduite en trois étapes principales : une première étape consacrée à la collecte de données liées à la problématique (revue documentaire et l'enquête), une deuxième étape de traitement des données collectées et de rédaction du rapport provisoire et la troisième étape qui consiste à la validation du rapport de consultation.

4.1. Collecte des données

La démarche méthodologique mise en place pour la collecte des données s'est déroulée en deux phases : une première phase qui nous a permis de faire la recherche documentaire sur la thématique et une seconde phase de collecte de données sur le terrain à travers des enquêtes auprès de quelques structures et des personnes ressources.

4.1.1. Revue documentaire

Le travail a comporté une phase importante de préparation consistant à compiler l'information existante sur l'état actuel de la prise en compte des jeunes dans la gouvernance de l'eau sur la base de la littérature disponible.

Plusieurs centres de documentations ont été consultés dont la bibliothèque de Plan Bénin et celle du PNE Bénin.

4.1.2. Collecte des données proprement dite sur le terrain

Cette phase a mis en scène des enquêteurs sélectionnés parmi les réseaux de jeunes associés au projet pour recueillir les données auprès des institutions publiques, des Organisations Non-Gouvernementales et des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) des secteurs liés à l'eau et à la sécurité alimentaire, et du secteur de la jeunesse. Huit (08) enquêteurs répartis en 4 binômes ont eu la charge d'enquêter 22 institutions/structures suscitées sur les 25 prévues. Le choix de ces structures a été fait selon leurs domaines d'interventions.

Les entretiens ont été conduits à l'aide d'un guide d'entretien (modèle proposé par le GWP mais adapté au contexte du Bénin) (Annexe 1). Il a permis de collecter des informations complémentaires et des recommandations clés données par des experts des domaines de la sécurité alimentaire et de la gestion de l'eau.

Avant le démarrage des enquêtes proprement dites, une pré-enquête a été conduite. Par rapport aux difficultés rencontrées, le questionnaire a été revu au niveau de certains points afin de les rendre plus clairs et facilement assimilables par les enquêtés. Les enquêteurs ont aussi bénéficié d'une séance de renforcement de capacités au plan théorique et pratique avec le personnel du PNE-Bénin et l'expert consultant Dr. Fabien C. C. HOUNTONDJI. A cet effet les questionnaires ont été passés en revue pour permettre aux enquêteurs de bien s'approprier les techniques d'entretien et d'enquête.

La collecte des données proprement dite s'est déroulée du 25 Juillet au 10 Août 2015. Une séance de restitution partielle et d'analyse de cohérence des données recueillies à mi-parcours a été ensuite organisée par le PNE-Bénin et l'Expert-Consultant avec les enquêteurs afin de minimiser les biais ou risques potentiels pouvant entacher la fiabilité des résultats, et d'apporter des solutions aux difficultés rencontrées sur le terrain. Ce contrôle de cohérence a permis de noter quelques imperfections qui ont été corrigées ; cependant, des problèmes d'indisponibilité de certaines personnes ressources à enquêter sont demeurés persistants.

La liste complète des structures enquêtées avec les noms et prénoms des points focaux et le poste qu'ils occupent dans la structure figure en Annexe 2.

4.1.3. Echantillonnage

Le critère de choix des structures à enquêter est «*le domaine d'intervention*». Ainsi, par souci de cohérence et de simplification, quatre secteurs d'activités ont été considérés pour la consultation nationale sur l'implication de la jeunesse dans la promotion de l'eau et de la

sécurité alimentaire face aux changements climatiques. Il s'agit des secteurs Eau/GIRE, Environnement/Changements Climatiques, Agriculture/Sécurité alimentaire, et Jeunesse. Les données sont collectées auprès des institutions publiques, des Organisations Non Gouvernementales et des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) des différents secteurs cités ci-dessus.

Le tableau 1 présente le nombre de structures ciblées en fonction des secteurs d'activités.

Tableau^o1: Nombre de structures ciblées en fonction des secteurs d'activités

Paramètres	Eau/GIRE	AGRI/SA	ENV/CC	JEUNESSE	TOTAL
Nombre de structures contactées	12	5	7	1	25
Nombre d'enquêtes réalisées	11	4	6	1	22

Au total vingt-cinq (25) structures ont été consultées dans les différents secteurs cités ci-haut mais vingt-deux (22) ont été réellement enquêtées dont 50% intervenant dans le secteur Eau/GIRE, 18% dans le secteur Agriculture/Sécurité alimentaire ; 27% dans le secteur Environnement/Changements Climatiques et 5% dans le secteur de la Jeunesse (figure n°1).

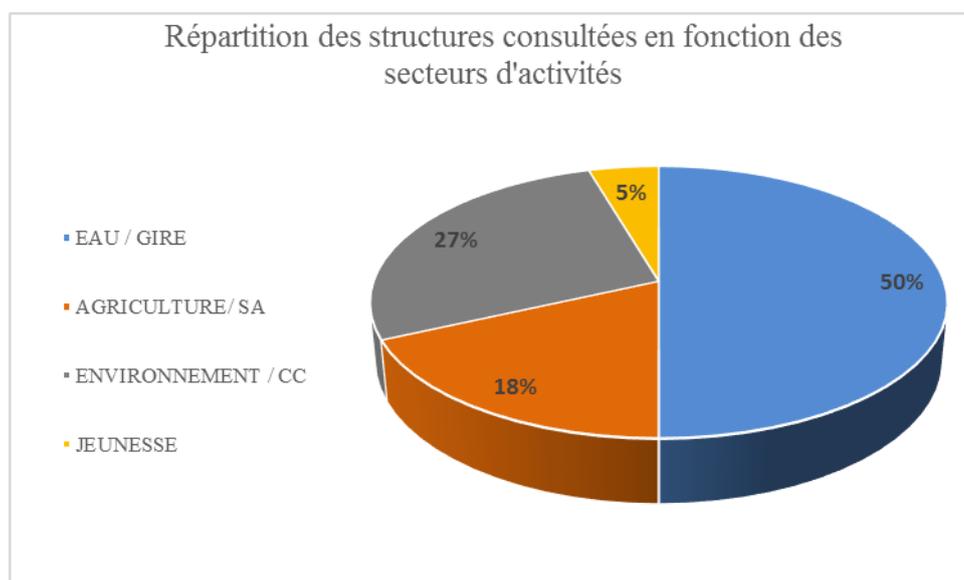


Figure 1 : Répartition des structures consultées en fonction des secteurs d'activités

4.2. Traitement des données et élaboration du rapport provisoire de consultation

Les données collectées ont fait l'objet d'une codification et d'un dépouillement. Une base de données a été conçue à cet effet et dans laquelle, les données codées ont été saisies. Ceci a permis donc de réaliser une base de données numérique.

L'exploitation de la base a permis de réaliser différents graphes qui ont permis entre autres de faire une analyse narrative axée sur:

- la connaissance des documents juridico-politiques, stratégiques et de planification en fonction des secteurs d'activités ;
- le degré d'implication des acteurs dans la mise en œuvre des documents de politique, de stratégie et de planification;
- la perception des acteurs au sujet de la mise en application des textes et lois en vigueur ;
- l'implication des jeunes dans la gouvernance de l'eau, de la Sécurité Alimentaire et des Changements Climatiques, et les outils et pratiques y concourant.

L'analyse des données et de la littérature disponible sur la thématique a permis de dresser une liste de constats sélectionnés pour leur pertinence et leur degré de priorité au regard de la problématique sur l'attention accordée à la jeunesse dans la gouvernance des ressources en eau et de la sécurité alimentaire face au changement climatique. Ainsi, les différentes informations obtenues ont permis de faire une étude croisée entre la littérature et les entretiens d'une part et entre les secteurs d'autre part. Les analyses et interprétations des différents graphes réalisés ont permis de mieux comprendre les enjeux de l'implication de la jeunesse et de formuler des recommandations pour son amélioration.

Aussi, est-il important de noter que la formulation de ces recommandations s'est basée sur les constats faits concernant l'implication de la jeunesse dans les différentes politiques de développement au Bénin.

L'analyse des résultats de collecte de données et l'analyse bibliographique effectuée ont été compilées pour élaborer le rapport provisoire de la consultation.

4.3. Validation du rapport de consultation

Elle a été marquée par la restitution du rapport provisoire de la consultation, des échanges sur la thématique et le rapport, puis la finalisation du rapport en prenant en compte toutes les observations issues de l'examen du document par les participants à l'atelier. L'atelier a eu lieu le 26 août 2015 à l'INFOSEC de Cotonou en présence des différents acteurs intervenant dans la gouvernance de l'eau, la sécurité alimentaire et le changement climatique (Annexe 3).

4.4. Difficultés rencontrées

Au cours du processus d'élaboration du présent rapport sur la place de la jeunesse dans la gouvernance de l'eau, de la sécurité alimentaire face au changement climatique plusieurs difficultés ont été rencontrées:

- la difficulté de rencontrer les acteurs des administrations ;
- la lourdeur administrative/procédurière imposée par certains acteurs des administrations centrales
- l'indisponibilité des points focaux de certaines institutions internationales tels que la FAO, l'UNICEF, et PROTOS)
- l'insuffisance de moyens financiers du fait notamment des multiples déplacements répétés imprévus.

5. RESULTATS

5.1. Prise en compte de la jeunesse dans la mise en œuvre des politiques de développement liées à l'eau et à la sécurité Alimentaire

Des résultats d'enquête, plusieurs documents de stratégies et de politiques ont été inventoriés. Il s'agit des documents de type politico-juridiques, stratégiques, opérationnelle et des rapports d'activités.

Pour la quasi-totalité des acteurs consultés, aucun volet n'est lié à la jeunesse dans les documents politiques et stratégiques des secteurs de l'eau, de la sécurité alimentaire et du changement climatique. Les quelques documents qui abordent cet aspect, parlent du renforcement de capacités des jeunes, de l'éducation des jeunes, et de la gouvernance participative au niveau des Organisations non gouvernementales.

Les différents documents de politique, de stratégie et de planification existant dans les secteurs de l'eau, de la sécurité alimentaire et du changement climatique recensés au cours de la consultation sont résumés en Annexe 4.

En ce qui concerne la connaissance d'au moins un document de politique relatif, près de 91% des acteurs rencontrés dans le secteur Eau/GIRE, ont connaissance d'au moins un document de politique relatif audit secteur, 55% ont connaissance d'au moins un document de politique relatif au secteur de l'Agriculture/Sécurité alimentaire, 27% ont connaissance d'au moins un document de politique relatif au secteur Environnement/Changements Climatiques et aucun n'ont connaissance de document de politique relatif à la jeunesse.

Pour les acteurs rencontrés dans le secteur Agriculture/sécurité alimentaire, 100% connaissent au moins un document de politique relatif au secteur Eau /GIRE et Sécurité alimentaire, 75% connaissent au moins un document de politique relatif au secteur Environnement / Changements Climatiques et aucun parmi eux ne connaît de document de politique relatif à la jeunesse.

Concernant les acteurs rencontrés dans le secteur Environnement/Changements Climatiques, 100% connaissent au moins un document de politique relatif aux secteurs Eau /GIRE et Agriculture/Sécurité alimentaire, 91% d'entre eux connaissent au moins un document de politique relatif au secteur Environnement/Changements Climatiques et aucun parmi eux ne connaît de document de politique relatif à la jeunesse.

Tableau n°2: Connaissance des acteurs en matière de documents de politique

SECTEURS	Nombre d'acteurs connaissant au moins un document de politique par secteur			
	Doc politique Eau/GIRE	Doc politique AGRI/SA	Doc politique ENV/CC	Doc politique JEUNESSE
Eau / GIRE	10	6	3	0
Agriculture/ Sécurité Alimentaire	4	4	3	0
Environnement/CC	6	6	5	0
Jeunesse	0	0	0	1

5.2. Outils et bonnes pratiques de prise en compte de la jeunesse dans les secteurs Eau, Sécurité Alimentaire et Changement Climatiques

A l'issue des travaux de collecte de données, différents types d'outils ont été recensés : les outils d'analyse genre, les outils de sensibilisation et les outils de financement spécifique genre. Ces différents outils impliquent la jeunesse à travers les différents volets dont l'éducation, le renforcement des capacités et la gouvernance participative/création d'emploi au niveau des organisations non gouvernementales.

Le récapitulatif des outils et bonnes pratiques est présenté en Annexe 5 du présent rapport.

5.3. Constats liés à la mise en œuvre des politiques dans les différents secteurs

Les différents acteurs rencontrés ont fait part des constats dans la mise en œuvre des différents documents. Nous les résumons selon les différents plans d'appréciation ci-après.

- **Sur le plan de la gouvernance**

Concernant la mise en œuvre des différentes politiques et stratégies, la plupart des personnes consultées ont tous reconnus qu'il y a une prise de conscience grandissante en matière de gouvernance au Bénin au niveau des acteurs qui interviennent dans les domaines de la GIRE et de la sécurité alimentaire, mais que des aspects de gouvernance sont peu priorisés en pratique. On note notamment le manque de prévention et d'anticipation dans les interventions. Fort de ceci, nous pouvons donc dire que sur le plan de la gouvernance on note une *conscientisation croissante* au niveau de ces acteurs mais des efforts restent à faire sur le plan pratique.

- **Sur le plan institutionnel et juridique**

La synthèse des différentes réponses que nous avons obtenues lors de la consultation nous amène à dire qu'il existe une bonne institutionnalisation dans les secteurs de l'Eau, de la sécurité alimentaire et des changements climatiques, mais il est à noter une déficience de fonctionnement des institutions de répression à cause de l'inexistence des décrets d'application des textes. C'est ce qui fait que les textes ne sont pas appliqués de façon effective. A cela s'ajoute souvent une insuffisance de coordination entraînant des conflits d'attribution, ce qui impacte négativement la mise en œuvre des politiques et stratégies.

La gestion des politiques et stratégies dans les secteurs de l'eau et de la sécurité alimentaire peut être décrites par un adage qui dit : « **On peut avoir le bon message et être un mauvais messenger** ».

- **Sur le plan de l'implication des acteurs**

La mise en œuvre des politiques dans les différents secteurs a nécessité la participation des divers acteurs mais à divers degrés. Selon les acteurs consultés, 55% des acteurs intervenant dans les domaines concernés sont fortement impliqués contre 45% pour qui l'implication est encore faible (Figure 2).

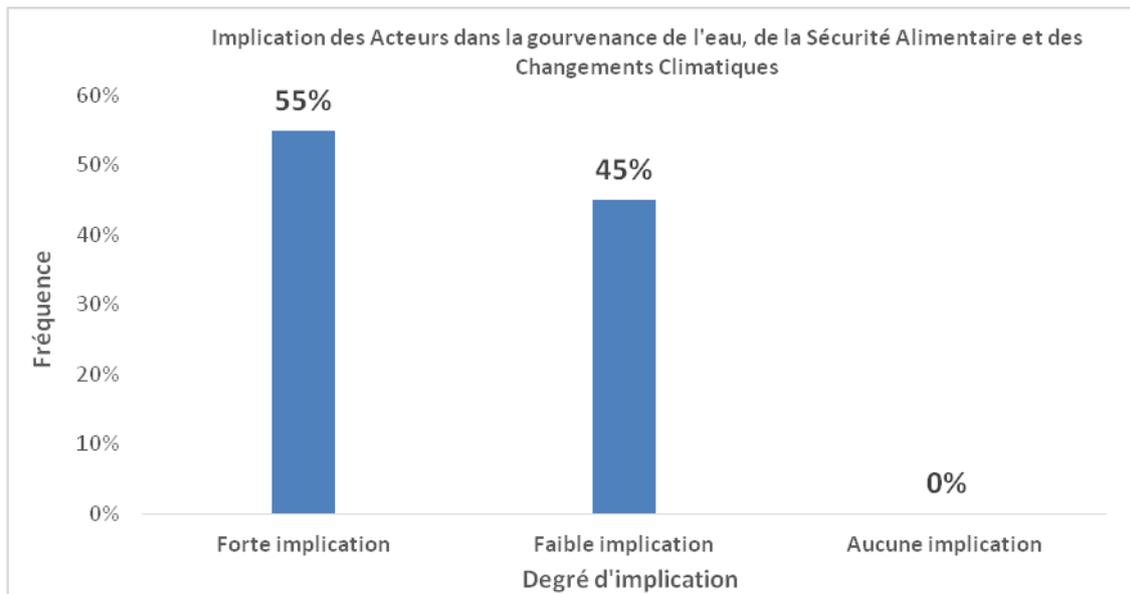


Figure 2 : Degré d'implication des acteurs dans la mise en œuvre des documents de politique et stratégies

- **Sur le plan de l'implication de la jeunesse**

Les différents acteurs rencontrés dans le cadre de cette mission ont estimé que la jeunesse béninoise est très peu prise en compte dans la mise en œuvre des politiques, stratégies et même des outils dans les domaines de la GIRE et de la Sécurité Alimentaire.

Au total, 82% des acteurs rencontrés pensent que les jeunes sont faiblement impliqués et 18% pensent qu'ils sont fortement impliqués dans la gouvernance de l'Eau, de la sécurité alimentaire et des changements climatiques (Figure 3).

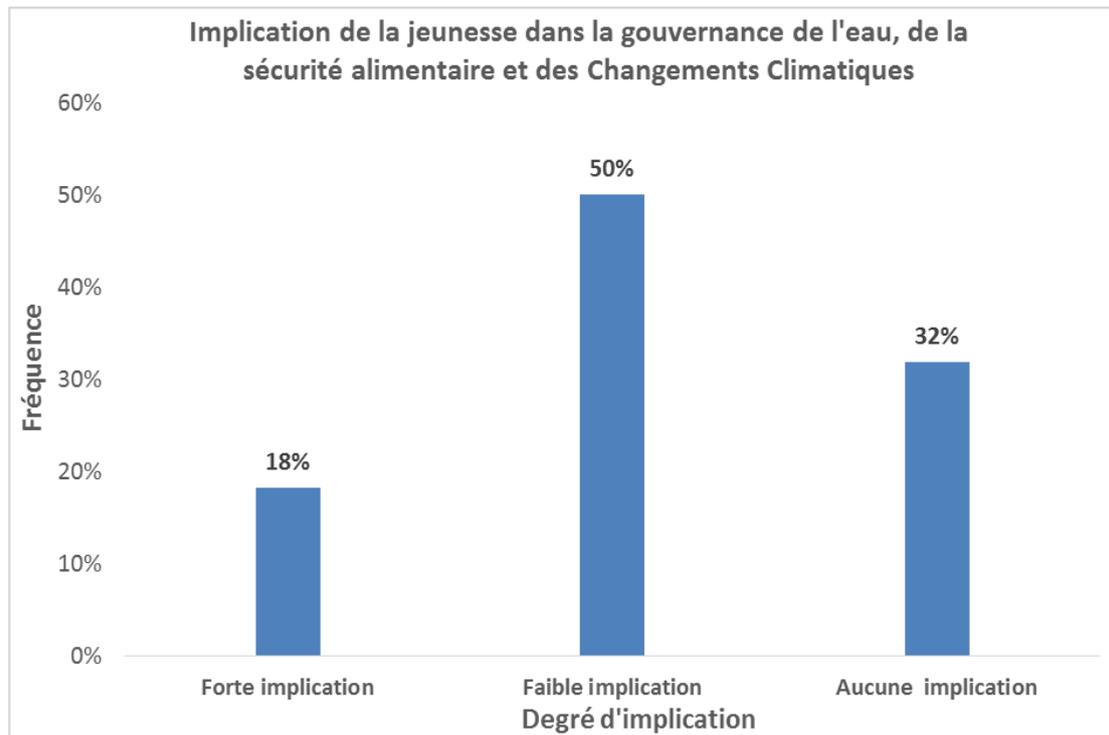


Figure 3 : Implication des jeunes dans la gouvernance de l'eau, de la Sécurité Alimentaire et des Changements Climatiques

- **Sur le plan de l'éducation, information et communication**

Le manque de vulgarisation des politiques, stratégies et plans est le seul constat significatif sur le plan de l'éducation, information et communication. En effet, les politiques existent mais Les stratégies de communication sont parfois limitées dans le temps et l'information n'atteint pas tous les acteurs.

5.4. Rapport entre l'accès à l'eau, la sécurité Alimentaire et les Changements Climatiques,

A l'issue de la consultation, près de 95% des acteurs ont confirmé qu'il existe une dépendance totale entre l'accès à l'eau, la sécurité alimentaire et le changement climatique (Figure 4).

En effet, l'eau est au cœur des problèmes liés au changement climatique. L'extrême variabilité du climat durant les dernières décennies fait peser de graves menaces sur l'accès à l'eau et la sécurité alimentaire des populations. Les rendements des productions agricoles sont de plus en plus aléatoires et les pertes de récoltes dues aux phénomènes extrêmes climatiques sont de plus en plus importantes.

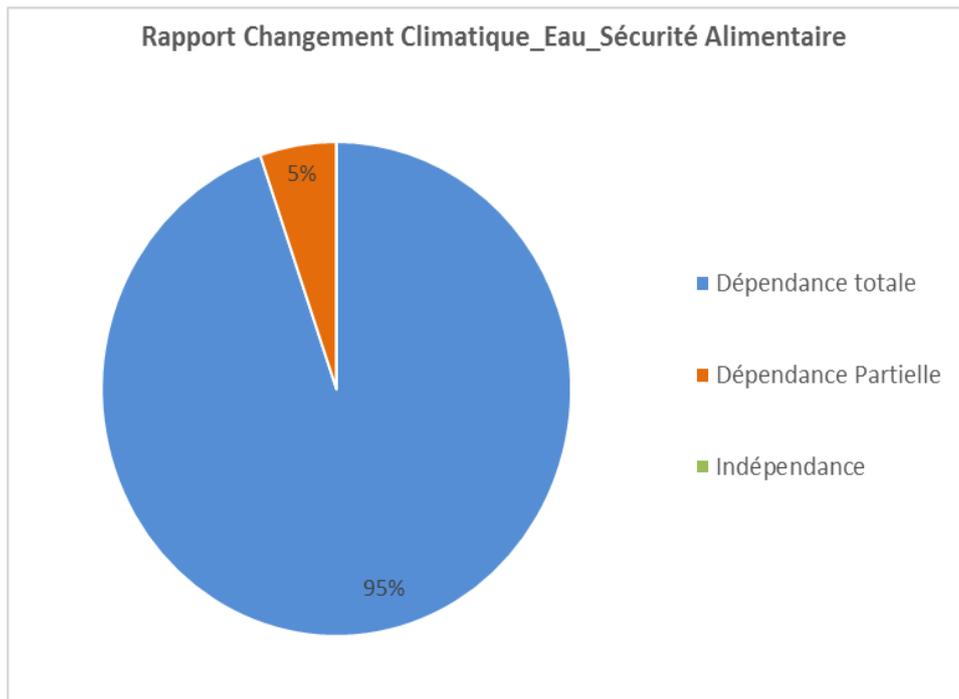


Figure 4 : Rapport Changement Climatique, Eau et Sécurité Alimentaire

5.5. Synergies d'intervention entre les différents secteurs

La figure 5 présente la synergie d'intervention entre les secteurs Eau, Sécurité Alimentaire et Changement Climatique. Au total, l'analyse de la figure montre qu'il n'existe pas encore de synergies d'intervention tangibles dans ces différents secteurs. 24% des acteurs consultés pensent qu'il n'existe aucune synergie d'intervention entre les différents secteurs tandis que 76% estiment qu'il existe des synergies d'intervention. Cette synergie d'intervention observée se justifie par l'existence des comités nationaux qui regroupent les acteurs des différents secteurs.

On peut citer, le Comité National sur les Changements Climatiques, le Conseil National de l'eau, et les organes provisoires du nouveau cadre de gestion de l'eau tel que le comité de gestion des bassins et le Comité interministériel de l'eau.

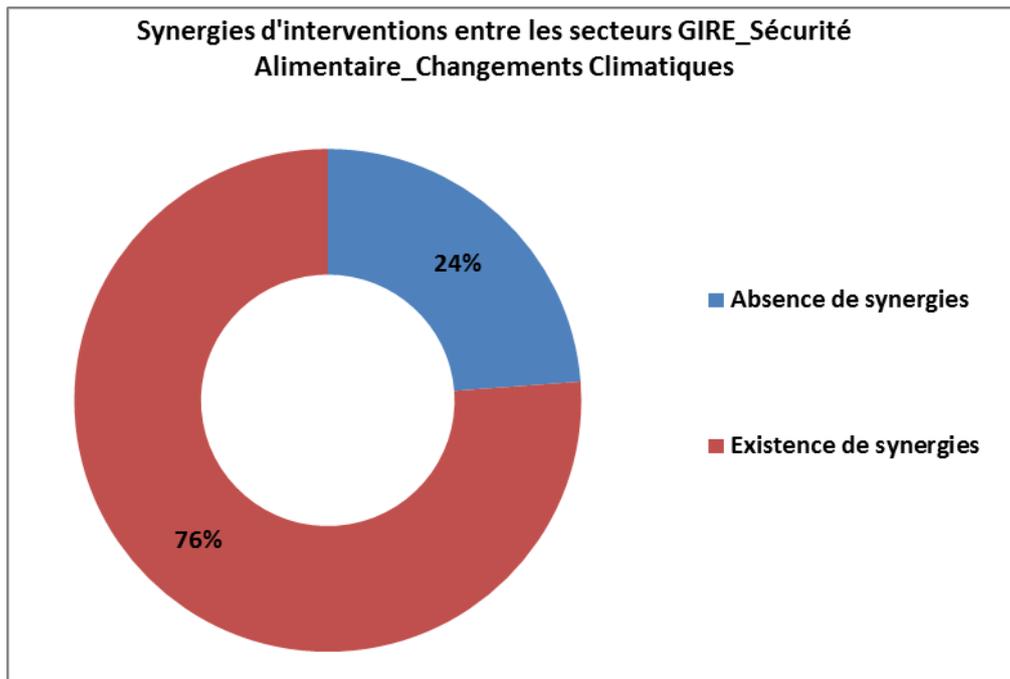


Figure 5 : Synergies d'interventions entre les secteurs Eau, Sécurité Alimentaire et Changement Climatique

6. SUGGESTIONS DES ACTEURS POUR LA COP21

Les acteurs consultés sont tous conscients des enjeux de la COP 21. Ils ont formulé les suggestions suivantes :

➤ **Au niveau international :**

- Sensibilisation des pays émetteurs de CO2 pour financer les projets d'adaptation et de mitigation du Changement Climatique dans les pays du Sud ;
- Sensibilisation des acteurs de chaque pays pour que les projets d'intervention sur les changements climatiques puissent toucher vraiment les couches les plus vulnérables notamment les jeunes ;
- l'implication de la jeunesse à travers le financement de projets de jeunes liés aux défis du Changement climatique.

➤ **Au niveau National :**

- Application effective des lois et textes en vigueur dans les différents secteurs ;
- Formation des jeunes pour la lutte contre la pollution des sources d'eau ;
- Promouvoir l'économie verte et les énergies renouvelables ;
- Encourager les jeunes à aller vers l'emploi vert ;

- Elaborer des politiques qui auront pour but de faire recours au savoir endogène dans la lutte contre les Changements Climatiques et pour garantir la Sécurité Alimentaire ;
- Promouvoir des projets de jeunes relatifs aux énergies renouvelables ;
- Promouvoir la fabrication des engrais biologiques par les jeunes ;
- Encourager les jeunes à aller vers les thématiques : sécurité alimentaire, sûreté alimentaire et la souveraineté alimentaire.

➤ **A l'endroit de la jeunesse béninoise :**

- Se mettre en réseau de jeunes pour une forte mobilisation sur les questions liées aux défis du changement climatique et de la Sécurité Alimentaire ;
- Initier des projets innovants liés aux secteurs de l'Eau et de la Sécurité Alimentaire face au Changement climatique ;
- Faire des plaidoyers (tout en démontrant la pertinence et la valeur ajoutée en impliquant les jeunes dans la gouvernance) ;
- Œuvrer à la promotion de la visibilité du PNJEA;
- Promouvoir et rendre dynamique le cadre d'implication de la jeunesse dans les différents secteurs.

7. DISCUSSIONS

Le Parlement de la Jeunesse pour l'eau et l'Assainissement du Bénin reste déterminé pour mobiliser les jeunes et fait entendre leur voix à tous les niveaux de prise de décisions.

Ainsi, lors de la COP21 qui doit aboutir à la signature d'un accord global ambitieux entre les Etats la jeunesse aussi aura son mot à dire.

Le présent rapport pays qui entre dans la réalisation du projet « **La jeunesse francophone agit pour l'eau** » initié et soutenu par L'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (OFQJ) et le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) a permis d'avoir un aperçu du degré d'implication de la jeunesse dans la gouvernance de l'eau et la sécurité alimentaire face au changement climatique au Bénin.

Partout dans le monde, la jeunesse reste et demeure le fer de lance de tout développement. Dans un pays comme le Bénin par exemple où les jeunes constituent une proportion considérable de la population, il est important que leurs opinions soient prises en compte dans la définition des différentes politiques de développement.

Cependant, les résultats de la présente consultation révèlent que l'implication de la jeunesse dans la gouvernance de l'eau et la sécurité alimentaire face au changement climatique est encore à l'étape embryonnaire au Bénin.

En effet, bien qu'au cours de cette étude de nombreux documents de politique et stratégie existant au plan national dans les secteurs de l'eau, de la sécurité alimentaire et du changement climatique ont été recensés, le constat amer fait est que les volets liés à la jeunesse sont très peu pris en compte. Cette situation alarmante interpelle autant les autorités à divers niveaux que les jeunes eux-mêmes qui doivent beaucoup plus chercher à s'unir pour défendre et faire entendre leurs points de vue. Pour ce fait, des outils tels que les réseaux sociaux, les creusets de réflexions et d'actions constituent déjà des voies et moyens pour que la jeunesse se face entendre.

Toutefois, bien qu'une prise de conscience s'observe au niveau de la gouvernance dans les différents secteurs considérés, il est important de remarquer qu'au plan juridique et institutionnel un vide est observé dans l'application des textes existants. Cela conduit donc à une lenteur et à un manque de suivi réel dans la mise en application des décisions. Il est important de signaler qu'au plan de l'éducation, de l'information et de la communication beaucoup reste à faire. Bien qu'une assertion courante affirme que « *celui qui détient l'information, détient le monde* » le système de communication au Bénin doit être amélioré car la vulgarisation de l'information a du plomb dans l'aile. En effet, les informations ne parviennent pas à la couche juvénile en temps et en heure. Pour ce fait et considérant le niveau d'évolution actuelle des Techniques d'Information et de Communication, la mise en place de réseau de Wifi à des points stratégiques dans le pays pourrait palier dans une certaine mesure à cet problème.

Il est évident que la jeunesse béninoise est dynamique, compétente et dispose d'une énergie à revendre. A coup sur, lorsqu'à cette volonté de réussir de la jeunesse s'ajoutera sa réelle implication dans la gouvernance de l'eau, de la sécurité alimentaire face au changement climatique, de grandes réalisations qui garantissent sans aucun doute l'émergence d'un pays tel que le Bénin seront faites.

Ainsi, Dans la logique de réussite et d'émergence, le PNJEA-Bénin accompagné de tous les autres regroupements de jeunes existant au Bénin plaide pour que cette implication de la jeunesse devienne une réalité.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La jeunesse représente un acteur incontournable pour un développement durable. Toutefois, il est à constater que la jeunesse béninoise est très peu prise en compte dans la gouvernance de l'eau, la sécurité alimentaire et du changement climatique.

En effet, le rôle et la capacité des jeunes dans les questions liées à la gouvernance de l'eau et la sécurité alimentaire face au changement climatique sont banalisés. Les décideurs n'ont pas encore cerné toute l'importance de l'implication effective de la jeunesse dans ces secteurs.

Pour pallier à cette situation, les acteurs se doivent de mieux impliquer la jeunesse qui devrait s'affirmer davantage à tous les niveaux dans les différents secteurs d'activités.

Ainsi, les recommandations suivantes ont été faites pour une meilleure implication des jeunes :

- la mise en place d'un fonds pour le financement des projets de jeunes pour la réduction des effets du changement climatique et pour la sécurité alimentaire ;
- l'accompagnement et la promotion des jeunes engagés dans la gouvernance de l'eau, de la sécurité alimentaire et du changement climatique ;
- l'insertion des volets liés à la jeunesse lors de l'actualisation des documents de politique et de stratégie ;
- la mise en place d'outils spécifiques pour faciliter l'insertion des jeunes dans la gouvernance de l'eau, de la sécurité alimentaire et du changement climatique ;
- une représentativité des jeunes dans les différents comités et conseils nationaux ;
- la mise en place effective de la commission interministérielle de l'eau et des comités de gestion des bassins.

ANNEXES

Annexe 1 : Guide d'entretien

Date de l'enquête :

Nom, prénom de l'enquêteur, enquêtrice :

Identification de la structure

Nom de la Structure :	
Secteurs ou domaines d'activités	
Email :	
Téléphone :	
Ville :	
Activités menées en lien avec la Gestion Intégrée de l'Eau et de la sécurité alimentaire face aux changements climatiques	

Identification de l'interlocuteur/interlocutrice

Nom :	
Prénoms :	
Poste occupé dans la structure :	

1. *Quel sont les documents de politiques/stratégie et plans existants en rapport par à l'implication de la jeunesse dans les différents secteurs*

Secteurs	Titre du document	Type de document	Volets liés à la Jeunesse
Eau			
Sécurité alimentaire			
Changement climatique			
Autres			Volets liés à l'eau, Sécurité alimentaire, Changement Climatique

NB : Stratégie, politiques, plan, etc

2. *Quels sont les outils et les bonnes pratiques existants pour assurer l'implication des jeunes dans les différents secteurs ?*

Secteurs	Outils et bonne pratiques existants	Utilité/ Objectifs de l'outil	Volets liés à la Jeunesse
Eau			
Sécurité alimentaire			

Changement climatique			
Autres			Volets liés à l'eau, Sécurité alimentaire, Changement Climatique

3. Quels constats avez-vous fait dans vos fonctions lors de la mise en œuvre de ces politiques/stratégies/outils dans le domaine de la GIRE ou de la sécurité alimentaire ?
 - a. Sur le plan de la gouvernance
 - b. Sur le plan institutionnel et juridique
 - c. Sur l'implication des acteurs
 - d. Sur l'implication de la jeunesse
 - e. Sur le plan de l'éducation, information et communication
 - f. Autres
4. Les interventions proposées ont-elles pu répondre aux problèmes et aux besoins identifiés à court et à long termes dès le départ ? Spécifiquement en relation avec la Jeunesse ? Veuillez expliquer avec des exemples
5. Quel rapport faites-vous entre les changements climatiques et l'accès à l'eau et la sécurité alimentaire ?
6. Quelles sont les synergies d'interventions que vous connaissez entre les différents secteurs en charge de l'eau, de la sécurité alimentaire et des changements climatiques ?
7. Avez-vous déjà entendu parler de la COP21 ?
8. Quelles recommandations pouvez-vous nous donner pour soumettre aux représentants des pays avec les contributions nationales lors de la COP21 ?
9. Connaissez-vous des réseaux de jeunes dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et/ou du développement durable ? si oui lesquels
10. Comment pensez-vous que les jeunes puissent participer et intervenir efficacement dans la gouvernance de l'eau et la sécurité alimentaire dans le contexte des changements climatiques ?
11. Donnez-nous une anecdote sur l'eau et/ou sur la sécurité alimentaire.

Annexe 2 : Liste des structures et personnes consultées

N°	Nom et Prénom de l'enquête	Structure	Poste occupé dans la structure
Réseaux Jeunes			
1	DAN Oswald	ICIPE-ONG	Directeur Exécutif
2	TENAKAH Salami	Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la pêche (MAEP)	Conseiller Technique aux organisations et à l'entrepreneuriat agricole
3	AHAMIDE Bernard	Faculté des Sciences Agronomiques (FSA/UAC)	Coordonnateur pédagogique du Master Régional en gestion des ressources naturelles et de la biodiversité
4	ADOUNKPE Julien	WASCAL	Enseignant chercheur Coordonnateur WASCAL
5	KOUKPONOU Agossou Benoît	Direction Générale de l'Eau	Chef Projet GIRE
6	HOUINATO Mathieu	PNUD	Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF/ FEM- PNUD)
7	HADONOU Apollinaire	GIZ	Conseiller Technique
8	DOSSOU Rodrigue	GIZ	Conseiller Technique
9	OZA Jérôme	SNV	Conseiller Technique
10	KOUNOU Roger	ONG IDID	Chargé de Programme
11	FOFANA Rafatou	Ministère de l'Eau	Chef Service SOPSOB
12	ZINSOU Daniel Loconon	PANA1	Coordonnateur
13	LOGBO Léonard	Plan Bénin	Conseiller Technique
14	WOROU Chabi Noël	ESGC-VAK	Chef Service Stage-Suivi et Placement des Etudiants
15	BIOKOU Aurore	PNE Bénin	Chargée de l'Information et de la Communication
16	HOUELEKOU Jean Pierre	Ministère de l'Environnement	Géographe environnementaliste
17	AZEHOUNGBO Richard	CARE BENIN	Spécialiste Wash
18	KPANGON Hector	CTB	Chargé de Programme
19	NOUMON Coffi Justin	DGAER	
20	OROU GUERE Adam	DEDRAS	
21	TAKPARA Alidou	APIC ONG	
22	ADEWALE Aubin	Université d'Abomey-Calavi	Doctorant-Chercheur

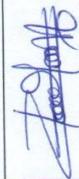
Annexe^o3 : Liste de présence des participants à l'atelier de validation du rapport

ATELIER DE VALIDATION DE LA CONSULTATION NATIONALE SUR LA PRISE EN COMPTE
DES JEUNES DANS LA GOUVERNANCE DE L'EAU, LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Cotonou, le 26 Août 2015

LISTE DE PRESENCE DES PARTICIPANTS

N°	NOM et PRENOMS	TITRE / STRUCTURE	PROVENANCE	CONTACT	E-MAIL	SIGNATURE
1	TOSSA T. Gedeon	Chargé de Proj, romano/ ZEGF ONG/ Membre du PNSEA	Abomey- Calavi	97798283	gedtoss@gmail.com	
2	DE REUVER, Maloe	Stagiaire politique de la jeunesse - Ambassade des Pays Bas	Cotonou	97977697	mabe-de.reuver@ minbuza.nl	
3	HOUNKPONOU Medesse teschimand	MSD	Natingou	97143465	medesse.h@gmail. com.	
4	GBAGUIDI Schille	VICE- PRESIDENT ONG EMING Family	Abomey- Calavi	96417041 95828277	gbaguidischille1@ gmail.com	
5	KENOU Christel	Président YPS ONE	Abomey- Calavi	97191995	ckenou@gmail.com	
6	AZEHDUNGBO Richard	spécialiste WASH CARE Benin/Togo	Cotonou	95026225 97882810	richard.azehdungho @care.org	

N°	NOM et PRENOMS	TITRE / STRUCTURE	PROVENANCE	CONTACT	E-MAIL	SIGNATURE
7	TOGLA O. Iskoundar	Parlementaire	Savalou	97049572	iskoundar.toglo@yahoo.fr	
8	ACHIMI Ziadati	Parlementaire	Fobé	61105444	achiziadati@gmail.com	
9	HADONOU A. Messan	PROSEHA - GIZ	Cotonou	95955189	agoua.hadonou@giz.de	
10	HOUNTO NANTI Fabien	INSTA-95/4P	COTONOU	66008202	fabienho@yahoo.com	
11	SAWABOGO Ilios	RNDE / Eau Vive Benin	Ouagadougou	+226 7032995	iliosawabogo@gmail.com	
12	GATTA Issa Jacoubou	ANASA	Cotonou	9453453	jacoubougatta@yahoo.fr	
13	Houéssou Aiel Hardy	Panel Semus FNUAP	Cotonou	97166704	aielhouessou@gmail.com	
14	LAWANI Ayoubou	Coord/OCS	Parakou	96962015	lawaniayoubou@yahoo.fr	
15	EWOLABE Damien	Présid OCS	Cotonou	97920694	ewolabedamien@yahoo.fr	
16	BAGRI Mylène-Esther	Parlementaire	ATAONA	96525540	marusha@outlook.fr	

N°	NOM et PRENOMS	TITRE / STRUCTURE	PROVENANCE	CONTACT	E-MAIL	SIGNATURE
17	AHOUDANDJINOU K. Charles	chef Projet Reha DG Eam	Cotonou	95057133 96111244	cahouanjinou@yahoo.fr	
18	EZIN Celeste	Rademontaise	Abomey-Calavi	66286717	ezin.celeste@yahoo.com	
19	SIMICLA Alphonse	CLUB DE LA PAIX S-6	Ab. Calavi	95216741	simicla@gmail.com	
20	ZANBAGIDA E. Josué	ICIRE-OMGE (C8)	Ab. Calavi	8720007	zjosua@yahoo.fr	
21	EBO Céres Inés	Membre du PNJFA - Ouémé	Poto-Novo	97529652	ceresebo@yahoo.fr	
22	SABI ZINGUI Razaki	Parlementaire Aibori	Akassato	66556433	razbingui@yahoo.fr	
23	NOUMON Coffi Justin	Coll. DAA DGAER	Zoto-Novo	95225305 97619177	justinonum2001@yahoo.fr	
24	AOJAGBO Arnault	CP / ANIE Benin	Cotonou	97640145	arnault@yahoo.fr	
25	OMORE Gloria Lucrèce	Membre Youth PANEC UNFPA	Abomey Calavi	96070255	Omoregloria@gmail.com	
26	FOFANA Rajaton	CISEP808/DPGE DG Eam	Cotonou	97010686 95025652	fofanafofana@yahoo.fr	

N°	NOM et PRENOMS	TITRE / STRUCTURE	PROVENANCE	CONTACT	E-MAIL	SIGNATURE
27	ACCROHBESSI Robin F.	Dir. SDS Eau & Vie Dir. de Communication Administration de l'Environnement	Cotonou	959152705 61065050	actieno@gnml.com	
28	LOKO-Domon Honoré	Chargé de la mise à disposition des informa- tions sur les marchés	Cotonou	96-00-55-11 95-95-28-02	domonhonoré@yahoo.fr	
29	ATCITA A. A. G. G. G. G.	Enseignant/chercheur F L A S H / U A C	Ab-calavi	97484132	gachiz@yahoo.fr	
30	AKPAKI K. Philippe	Conseiller en Développement DEDRAS-ONG	Parakou	94340679	Kobaphilippe@gmail.com	
31	ADJADITOUN Rodrigue	PNJEA	Cotonou	97-07 8036	rodrigue1303@gmail.com	
32	AZEHOUN Christelle	PNJEA	Cotonou	97014316	christelleazehoun@gmail.com	
33	KOUKPOHOUNSI Bénéto	PNJEA	Bobé	66 82 03 17	benetokoukpo@yahoofr	
34	EYE BIVI Eudayas	PNJEA	Porto - Novo	96 66 05 60	jeunesfedup1@gmail.com	
35	GOMIDO C. Christèle	PNJEA	Abomey - Calavi	66-63-63-43	Canogomido@ gmail.com	
36	ANITE Perpetue-M.	PNJEA	Abomey- Calavi	67 82 80 79	perpetueanite@ gmail.com	

N°	NOM et PRENOMS	TITRE / STRUCTURE	PROVENANCE	CONTACT	E-MAIL	SIGNATURE
37	DAVO Wilfried	chef Protocole / NE (Ministère de l'Eau)	Cotonou	97567485	David123@hotmail.com	
38	KOUNOU Roger	chargé de Programme IND - DING	Poto Novo	97268151	rogerkounou@yahoo.fr	
39	TOUDONOU Christelle	2 ^e questeur Parlement des Jeunes du BENIN	Cotonou	97278409	christoudonou@gmail.com	
40	TISSANI Loukman	Chargé de Projets RFBES/SJ	Cotonou	97126020	loukman.tissani@gmail.com	
41	ADECHOUBOU Nadjis	Rep. MKOUKPONOU DGEau	Cotonou	97408830	Nadechey@yahoo.com	
42	TOSSEMEN Alou	RSEEA	Cotonou	97893312	tossemen@gmail.com	
43	Ebenayman Olivier	Hermès Communication	Poto Novo	67799339	-	
44	AMOUSSOU S. Beaudouin	SGA / PNJEA	Cotonou	97261890	ambeaudouin@gmail.com	
45	TOMETIN Narcisse	PNJEA Coordinateur	Parakou	66282849	marcime_tometin@yahoo.fr	
46	DOLALOU Maynard	PNJEA	Cotonou	96089437	mdoualou@yahoo.com	
47	KOUKPONOU A. Benoit	CP/DGEau	Abomey-Calavi	97458588	benoit.koukponou@yahoo.fr	

N°	NOM et PRENOMS	TITRE / STRUCTURE	PROVENANCE	CONTACT	E-MAIL	SIGNATURE
48	HOUINATO Mathieu	Chargé Propriété PV40	Cotonou	97325397	houinatmath@yahoo.fr mathieu.houinato@unf.org	
49	BAPOU Almoustapha	Projet PANAFI	Cotonou	97093683	almoustapha bapou@yahoo.fr	
50	GOMINAN DESSENI Amani Seidou	Assistant au programme FAD	Cotonou	67249006	SeidouDesseni@unf.org	
51	BWKOY E. Aurore	RFC / PHE-Beni	Cotonou	95719775	aughio7@gmail.com	
52	BOKO GAUTHE Verthe	DPE / DGE	Cotonou	97446532	verthe@unf.org	
53	KOUAZOUNDE Jacques	Coordinateur Projet Initiative communication CC	Cotonou	97766211	kouazounde@yahoo.fr	
54	GUINDEFINHOSSOU Drivalda	Coordonnatrice Projet jeunesse francophone	Cotonou	96503139	meruel.ovalle@yahoo.fr	
55	ADOUNKPE G. Jahn	DG CC / pers ressource	Cotonou AFIC	97963241	judvictoire@yahoo.com	
56	NANGBE G. Binéc	ECO-Hydrologue de formation	Abomey	96185920	binecnangbe@gmail.com	

Annexe 4 : Documents de stratégies/politiques et plans existants dans les secteurs Eau, Sécurité Alimentaire, Changement Climatique et Jeunesse

Secteurs	Documents de politiques/stratégies inventoriées	Type de Documents	Volet Jeunesse
Eau	Loi Portant Gestion de l'Eau en République du Bénin	Juridico-politiques	Aucun volet lié à la jeunesse
	Politique Nationale de l'Eau		
	Politique Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable		
	Code de l'Hygiène Publique (PNHAB)		
	Stratégie Sectorielle 2013_2015	Stratégiques	Aucun volet lié à la jeunesse
	Stratégie Nationale de l'Eau		
	Stratégie Nationale d'AEP en milieu rural et urbain		
	PANGIRE	Stratégiques	Aucun volet lié à la jeunesse
	Vision Eau 2025		
	Etude sur le rôle de la délocalisation décentralisé pour la mise en œuvre du droit humain à l'eau et à l'assainissement au BENIN	Rapport	Aucun volet lié à la jeunesse
Sécurité Alimentaire	Politique Nationale sur la SA	Juridico-politiques	Aucun volet lié à la jeunesse
	Stratégie Alafia	Stratégiques	Aucun volet lié à la jeunesse
	Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (SCRIP)		Renforcement de capacités
	Programme Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA)		
	Plan National d'Investissement Agricole (PNIA)		Education
	Stratégie d'Aménagement des bas-fonds		
	Projet de Nutrition Communautaire		
	Document du projet PANA1		Aucun volet lié à la jeunesse
	Projet de Promotion de l'Entrepreneuriat Agricole (PPEA)		
	Projet d'Appui aux Infrastructures Agricoles dans la vallée de l'Ouémé (PAIA-VO)		
	Programme de Développement des Aménagements Hydro agricoles au Bénin		
	Projet de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle		Gouvernance
	Plans fonciers ruraux		

Secteurs	Documents de politiques/stratégies inventoriées	Type de Documents	Volet Jeunesse
			Participative
	Système d'irrigation solaire		
	Rapport d'étude sur les éléments annonciateurs de crise alimentaire dans huit communes du Bénin	Rapport	Renforcement de Capacités
Changements Climatiques	Loi Cadre sur l'Environnement	Juridico-Politiques	Aucun volet lié à la jeunesse
	Stratégie pour un développement Sobre en Carbone et Résilient au Changement Climatique	Stratégiques	Aucun volet lié à la jeunesse
	Stratégie environnemental au MAEP		
	Stratégie de Mise en Œuvre de la convention Cadre des Nations Unies sur les CC		
	PANA	opérationnels	Aucun volet lié à la jeunesse
	Plan cadre des N.U pour le développement du Benin (2014 - 2018)		
	Communication National Initial	Rapport	Education
	Deuxième communication National		
Jeunesse	Politique nationale de la jeunesse	Juridico-Politiques	
	Stratégie Nationale Multisectorielle de Santé Sexuelle de la Production des Adolescents et Jeunes au Bénin 2011_2015	Stratégiques	Education
	Programme Gouvernance et Droit de l'Enfant	opérationnels	Gouvernance Participative
	Projet TVET-JVS		
	Plan d'action PNJEA		

Annexe°5 : Outils /bonnes pratiques existants dans les secteurs Eau, Sécurité Alimentaire, Changement Climatique et Jeunesse

Secteurs	Outils/Bonne pratique	Utilité	Volet Jeunesse
Eau	Outils d'analyse du genre	Implication des différents acteurs	Education
	Cadre de concertation entre jeunes et autorités		
	Méthode participative (SARA)		
		Meilleure gestion de l'eau	Aucun volet lié à la jeunesse
	Outils de modélisation	Gestion de risque	
	Outils de formation	Renforcement de Capacités	Renforcement de Capacités
	Création de Centre de Formation professionnalisé WASH		
	Outils de Changement de Comportement		
Sécurité Alimentaire	Cadre de concertation entre jeunes et autorités	Renforcement de Capacités	Création d'emploi
	Financement spécifique genre par APIC ONG (récupération des enfants malnutris, dépistage de type de malnutrition, production et distribution de farine enrichie de soja)		
	Implication du genre dans la gouvernance		Gouvernance participative
Changements Climatiques	Outils de formation	Education	
	Adaptation à Base Communautaire (ABC)		
Jeunesse	Orientation par APIC ONG des jeunes aux métiers porteurs (formation technique et professionnelle, formation à l'entrepreneuriat, élaboration de plans d'affaires, introduction aux SFD pour financement de projet)		
	formation technique et professionnelle		
	Formation à l'entrepreneuriat surtout des femmes	Réduire l'inégalité du genre à travers le développement de Compétences	

Annexe°6 : Plans/Programmes/Stratégies dans le domaine de l'environnement et changement climatique

N°	Plans/Programmes/Stratégies dans le domaine de l'environnement et changement climatique	Observations
1	Plan national de la gestion des changements climatiques	RAS
2	Stratégie nationale de lutte contre la pollution atmosphérique	RAS
3	Programme national de Reboisement (Dix millions d'âmes, Dix millions d'arbres)	RAS
4	Programme d'aménagement et de gestion durable des forêts naturelles classées	RAS
5	Stratégie nationale d'assainissement des eaux usées en milieux urbains	RAS
6	Programme Appui à la Gestion Intégrée et Décentralisée des Déchets par Filière	RAS
7	Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	RAS
8	Extension du Programme intégré d'adaptation pour la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire dans quatre zones agro-écologiques du Bénin	RAS
9	Adaptation aux changements climatiques par la promotion des énergies renouvelables et des foyers économiques performants et autociseurs face à la pénurie du bois - énergie au Bénin (PANA2)	RAS
10	Mobilisation des eaux de surfaces aux fins d'adaptation aux changements climatiques (micro-barrages)-PANA3	RAS
11	Protection de la zone côtière face à l'élévation du niveau de la mer/érosion côtière (PANA5).	RAS
12	Projet de Financement Local de l'Adaptation aux changements climatiques dénommé LoCAL (Local Adaptive Living facility)	RAS
13	Programme Intégré d'Adaptation aux Changements Climatiques par le Développement de l'Agriculture, du Transport fluvial, du Tourisme, dans la vallée du Niger au Bénin (PIACC-DAT-Vallée du Niger au Bénin)	RAS
14	Elaboration et mise en œuvre du Plan National d'Adaptation aux changements climatiques du Bénin	RAS
15	Adaptation des calendriers agricoles au nouveau contexte des changements climatiques	RAS
16	Renforcement des systèmes de surveillance du climat et d'alerte précoce	RAS
17	Renforcement des capacités en matière d'observation du climat dans la portion béninoise du bassin du Niger	RAS

RAS= Rien A Signaler veut dire que les programmes/projets/stratégies dans les domaines de l'environnement et des Changements Climatiques ne sont pas spécifiquement ou ouvertement adressés ou confectionnés pour la jeunesse ou en associant la jeunesse.